



LE Forum Forestier Africain

Une plate-forme pour les acteurs du secteur forestier en Afrique

Dans ce numéro

- AFF signe un protocole d'accord avec l'APGMV
- AFF en collaboration avec l'OIBT organise une Journée de Politique Forestière

L'AFF signe un protocole d'accord avec l'Agence Panafricaine de la Grande muraille Verte du Sahara et du Sahel (APGMV)

Le Forum Forestier Africain (AFF) et l'Agence Panafricaine de la Grande muraille Verte du Sahara et du Sahel (APGMV) ont signé un protocole d'accord, ayant pour but la consolidation, le développement et l'intensification de leur coopération et de leur efficacité dans l'accomplissement des buts et objectifs fixés d'un commun accord dans la mise en œuvre de l'initiative de la Grande Muraille Verte du Sahel et du Sahara (GMVSS). La cérémonie de signature a eu lieu sur le campus de l'ICRAF, à Nairobi au Kenya, le 24 Mai 2012. Le Forum Forestier Africain a été représenté par le Prof Godwin Kowero (Secrétaire Exécutif) et l'Agence panafricaine de la Grande Muraille Verte par le Prof Abdoulaye Dia (Secrétaire exécutif).



et arboricoles dans le sahel de sorte à appuyer le développement socio-économique, la réduction de la pauvreté et accroître la protection environnementale dans la région.

Plus spécifiquement, les institutions ont convenu de coopérer dans les activités liées à la mise en œuvre de la GMVSS à travers la restauration des écosystèmes terrestres dégradés dans le but d'accroître ou d'assurer la sécurité alimentaire, de réduire la pauvreté, ainsi que de renforcer les capacités à limiter les effets négatifs du changement climatique et de protection de l'environnement. Les domaines de coopération comprennent aussi le développement et la diffusion des matériels d'éducation et de sensibilisation sur le rôle et la place des forêts dans les négociations mondiales sur le climat, l'accès au commerce et marché de carbone, l'information sur les mesures d'adaptation et d'atténuation, et les défis et opportunités du changement climatique. Les deux institutions travailleront ensemble pour le développement et le renforcement des capacités dans toutes les régions pouvant contribuer à la mise en œuvre de l'initiative.

Ce protocole d'accord crée un cadre de partenariat dans la mise en œuvre de la GMVSS entre l'APGMV et l'AFF et en particulier, dans le développement forestier et la gestion de l'environnement dans la région couverte par cette initiative. A cet égard, l'AFF et l'APGMV cherche à apporter des contributions qui améliorent la gestion et l'exploitation judicieuse des ressources forestières

AFF en collaboration avec l'OIBT organise une Journée de Politique Forestière

Le premier congrès régional de l'Union Internationale des Instituts de Recherches Forestières (IUFRO) - Réseau de Recherche Forestière de l'Afrique sub-Saharienne (FORNESSA) a eu lieu du 25 au 29 juin 2012 à Nairobi, au Kenya. Organisé par l'IUFRO et le FORNESSA, avec le soutien d'un certain nombre d'institutions et de bailleurs de fonds, le congrès s'est tenu sous le thème: «Les forêts et les arbres au service des peuples d'Afrique et du monde». Il était abrité conjointement par le Centre Mondial de la Recherche en Agroforesterie (ICRAF) et le Kenya Forestry Research Institute (KEFRI).

Dans le cadre des activités du congrès régional, l'AFF en collaboration avec l'OIBT a organisé une Journée de Politique Forestière le 28 juin 2012, sous le thème de "Interface politique/science dans la gestion durable des forêts en Afrique".

Faits marquants de la journée de la politique forestière

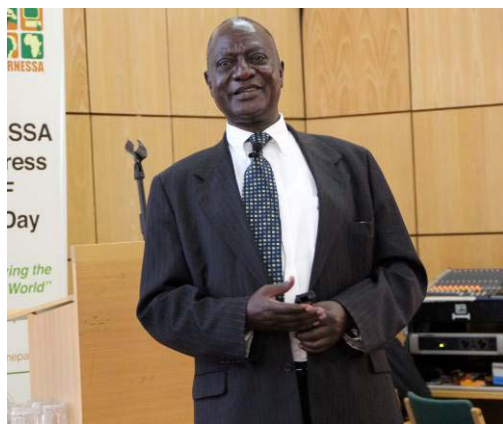
Au cours de la cérémonie d'ouverture de la journée de la politique, le Dr Victor Agyeman, Président du FORNESSA, faisant observer le faible nombre de chercheurs et de publications scientifiques du continent africain, a appelé à agir pour transformer les défis en opportunités, et pour bâtir une solide plate-forme régionale de partage des connaissances.

Le Prof. Godwin Kowero, Secrétaire Exécutif de l'AFF, a souligné l'engagement de son institution à forger les partenariats entre la science, la politique et la pratique, et la nécessité de communiquer les résultats scientifiques aux décideurs politiques afin de favoriser la bonne gouvernance forestière.



Voici les grandes lignes de deux exposés introductifs et autres présentations lors de la journée de la politique forestière.

Allocution du Prof. Fred Owino, Président du Forum des membres d'AFF, sur : Influence des institutions universitaires et de recherche sur la foresterie africaine



En général, l'Afrique est à la traîne des autres continents dans le développement forestier axé sur la science. Il y a de nombreux cas d'institutions académiques et de recherche qui exécutent des programmes obsolètes, non orientés vers le développement, et dotés de ressources insuffisantes. L'application des nouvelles connaissances et compétences est également très lente et imprévisible. Seules quelques institutions universitaires

ont obtenu une réputation continentale et internationale en foresterie. La formation pratique est particulièrement limitée. En outre, l'éducation et la recherche restent très faibles dans la priorité des budgets nationaux et l'appui des bailleurs de fonds. Il y a aussi un problème de financement biaisé en faveur de domaines spécifiques tel que le changement climatique.

Les 20 dernières années du dialogue de Rio sur l'environnement et le développement ont considérablement influencé l'orientation des sciences forestières, avec une attention croissante aux services que fournissent les forêts et les arbres. De nouveaux acteurs ont rejoint le domaine de la foresterie. L'ensemble des connaissances nécessaires pour un praticien forestier s'est considérablement agrandi. L'un des principes forestiers adoptés par le Forum des Nations Unies sur les Forêts (FNUF) est que la gestion des forêts sera basée sur les meilleures données scientifiques. Il faut pour cela renouveler l'éducation et la recherche forestière, en particulier dans les pays africains. Des organisations telles que le Forum Forestier Africain ont besoin de continuer à résoudre ces questions, notamment à travers le renforcement des programmes d'enseignement supérieur et de recherche.

Allocution du Prof. Lidia Brito, Directeur de la Division Science-Politique, UNESCO, Paris sur : Quelles formes de gestion forestière pour l'Afrique : la niche de la science

Le contexte de la gestion forestière en Afrique se transforme; avec de nouveaux acteurs intervenant dans cette gestion, l'intensification de la concurrence entre l'exploitation intensive des terres, les décisions locales ayant un impact mondial, les crises plus fréquentes et les incertitudes qui surviennent, ainsi que les connaissances et la technologie qui deviennent de plus en plus important. Le fonctionnement continu du système terrestre est en danger, mais nous en savons assez pour agir. De nouvelles idées peuvent rapidement naître et être diffusées, en créant un élan aux principales transformations nécessaires pour une planète véritablement durable. La compréhension scientifique émergente vise des frontières planétaires qui sont profondément liées et interdépendantes. Il y a une bonne compréhension des raisons pour lesquelles la gouvernance internationale en vigueur ne traite pas assez rapidement des défis mondiaux actuels.

Ainsi, nous avons besoin de nouvelles approches de recherche et d'éducation ainsi qu'à l'interface entre la science et les décideurs en matière de politique et d'affaires. Il y a une nécessité de trouver un équilibre entre les objectifs environnementaux, sociaux et économiques. Le développement doit être axé sur la population, y compris, l'éthique et l'autonomisation des faibles. La recherche doit être plus intégrative, internationale et orientée vers les solutions en mettant l'accent sur la qualité, la pertinence politique et l'interdisciplinarité. La science a besoin de choisir son créneau stratégique, de renforcer l'appropriation et l'engagement ainsi que la durabilité, de construire des ponts entre les acteurs du développement, et d'inclure la société dans les réseaux d'excellence.

Générer et Communiquer les informations scientifiques afin d'appuyer la politique et la prise de décision dans la foresterie, Dr. Robert Nasi, (CIFOR) responsable du CRP6 du CGIAR

L'écart entre les connaissances et la pratique constitue une contrainte majeure à la gestion durable des forêts. Le savoir politique n'est pas communiqué de manière efficace pendant que les décideurs ne vont généralement pas à la recherche de connaissances pouvant les aider à comprendre les décisions prises. La diffusion passive de l'information est généralement inefficace. La meilleure pratique pour la vulgarisation et la promotion de la diffusion efficace est bien connue mais demeure très peu mise en œuvre par les institutions de recherche. Le passage des activités/extrants aux résultats et aux impacts est limité par la difficulté de quantification de l'impact, la mauvaise conception du projet, l'attente passive des résultats, l'inadéquation de la communication de sensibilisation et le décalage dans le temps entre les résultats et l'adoption.

Il est nécessaire de concevoir des projets de changement, d'écrire pour l'impact, d'éviter l'excès d'engagements, d'avoir un plan de suivi/évaluation adéquat, de reconnaître les forces et de travailler avec les partenaires adéquats. L'efficacité constante des efforts de sensibilisation comprend des visites de sensibilisation académiques, les médias sociaux et réunions interactives éducatives. Les institutions de recherche doivent non seulement récompenser le nombre de publications mais aussi le succès de l'utilisation/adoption des innovations. En outre, les études empiriques sur l'efficacité relative et l'efficacité des différentes stratégies de diffusion et d'absorption sont également nécessaires.

Prise de décision dans le secteur forestier public : Cas du Cameroun, par Denis Koulagna, Secrétaire Permanent du Ministère en Charge des Forêts et de l'Environnement

Cette présentation a offert une vue détaillée du secteur forestier

camerounais en termes d'actions menées et de principaux résultats. La présentation a été conclue en déclarant que la prise de décision dans le secteur forestier au Cameroun est un processus complexe qui nécessite une forte volonté politique pour être efficace. Plusieurs activités ont été réalisées au cours des dix dernières années, tant avec l'appui de différents partenaires que par «l'apprentissage par la pratique». Les défis futurs attendus sont : l'application des lois forestières, la gouvernance et les échanges commerciaux; la décentralisation: transfert de réserves forestières aux conseils décentralisés, la gestion des redevances forestières annuelles; la concurrence entre la foresterie, les mines et les agro-industries sur une même terre, et le reboisement pour endiguer les effets du changement climatique.

Introduction au projet de l'OIBT sur "Générer et diffuser des informations scientifiques sur le REDDES en Afrique", Ernest Foli, FORIG, Ghana

Dans le cadre des efforts de lutte contre la déforestation et la dégradation des forêts, ainsi que l'amélioration des services environnementaux des forêts dans les pays tropicaux, l'Union Internationale des Instituts de Recherches Forestières (IUFRO) et le Réseau de Recherche Forestière de l'Afrique Sub-Saharienne (FORNESSA), en collaboration avec l'OIBT, coopèrent pour mettre en œuvre un projet de deux ans au Cameroun, au Ghana, au Liberia et au Nigeria. Le projet vise à renforcer les capacités en matière d'analyses scientifiques, de diffusion de l'information scientifique et des interactions efficaces entre les gestionnaires forestiers, les communautés locales et les décideurs aux niveaux national et régional. A cet égard, le personnel du projet travaillera avec la communauté scientifique forestière sur les sites pilotes sélectionnés à travers une approche intégrative, internationale, politiquement pertinente et pluridisciplinaire. Les dirigeants de groupes d'experts et des sites pilotes ont déjà été identifiées et des informations générales sur les sites est en cours de compilation.

“Zones pilotes du REDDES au Cameroun, Ghana, Libéria et Nigéria”, Louis Bernard Cheteu du Cameroun

Cette présentation, qui est liée à la précédente, a donné un aperçu des quatre zones pilotes du REDDES en termes de situation écologique et socio-économique ainsi que des tendances locales du changement climatique, de la dégradation des ressources et de la vulnérabilité des communautés locales.

Déforestation dans les formations boisées d’Afrique Orientale et australe : un appel au changement de politique, Paxie Chirwa, Afrique du Sud

Pendant longtemps, les forêts ont satisfait les besoins de subsistance et commerciales des habitants ruraux et urbains. L'exploitation a entraîné un déclin continu de la couverture boisée. Le défrichement pour l'agriculture et la production de charbon de bois sont les principaux contributeurs. La plupart des politiques sont dirigistes, elles ignorent les fondamentaux de la vie rurale et cherchent à protéger les forêts et les formations boisées contre l'exploitation, éloignant par conséquent les communautés des programmes de gestion forestière. Les politiques et plans nationaux insistent sur la gestion participative des forêts, bien qu'elles soient assez silencieuses sur le mécanisme de partage des avantages entre les communautés elles-mêmes et entre les communautés, les gouvernements et les autres parties prenantes.

Les politiques doivent être plus intégratives, fournir une planification basée sur la croissance, et l'utilisation de méthodes plus efficaces pour la production de charbon de bois. Elles doivent être basées sur des données fiables et à jour, fournir des incitations appropriées, et maintenir la santé de l'environnement. Dans certains pays, les lois doivent encore être approuvées et mises en œuvre, et les départements/services des forêts doivent devenir totalement indépendants. Il est nécessaire de reconnaître que les systèmes de subsistance traditionnels sont un mode de vie pour plusieurs communautés tributaires des forêts.

Exploitation forestière commerciale par abattage à la tronçonneuse, Corruption et Moyens de subsistance en Afrique centrale, Paolo Omar Cerutti (CIFOR & ANU)

Plus de 60% de la production nationale de bois scié en Afrique centrale se trouve dans le secteur informel. Pour les opérateurs, l'état de droit est remis en cause, il y a un endettement élevé et peu d'investissements. Pour la société dans son ensemble, de grands conflits inter et intra-institutionnels existent. Et, en général, il y a une perte de confiance dans les institutions publiques, ce qui érode la légitimité de l'État même. Un dialogue fréquent et une plus grande proximité entre les chercheurs et les décideurs peuvent améliorer l'interface science/politique. Une plus grande application plus étendue de la conduite éthique entre les acteurs contribuerait grandement à la construction de la confiance et de la libre circulation de l'information.

Allocution du débat : Connexion Alimentation-Fibre-Carburant en Afrique, Mafa Chipeta, Membre AFF

Nous avons besoin de carburant, nous avons besoin de fibres, nous avons besoin de nourriture; les forêts et l'agriculture peuvent chacun fournir une partie. Malheureusement, la réalité montre une situation peu flatteuse sur l'état de ces deux secteurs: l'Afrique ne peut pas se nourrir et a notamment les plus forts taux de perte de forêt. Nous apparaissons réticents à faire face à nos responsabilités (avec des excuses telles que la faible capacité et le colonialisme) et nous permettons aux autres de décider de notre programme de développement et de recherche. Nous fixons nos objectifs trop bas (la survie au lieu de la prospérité) et dérivons facilement dans le suivi des modes de développement, dans le processus de négligence de nos problèmes pressants.

La faible productivité des champs et forêts est un problème majeur, et cela explique en partie le faible investissement continu dans ces secteurs. L'accapement des terres n'est pas en faveur de l'adéquation des produits et de la productivité. Il y a nécessité d'intensifier l'agriculture et de

moderniser la récolte et la transformation des produits forestiers afin que plus de nourriture, de carburant et de fibre puissent être produits sur une petite superficie. Tous les pays africains ont besoin d'incitations politiques en faveur d'un secteur du bois de chauffe organisé et durable qui doit inclure la création de ressources.

L'Afrique doit cesser d'être plus puriste que d'autres quant à l'utilisation de combustibles fossiles pour l'énergie; il doit utiliser les fonds du secteur alimentation/énergie pour financer la production agricole, le boisement et le développement des biocarburants. Les forestiers et chercheurs africains ont besoin de faire la promotion d'une Afrique axée sur la REDD dans le secteur électrique, de faire fonctionner le commerce de carbone intra-Afrique/intra-pays et d'intégrer «la REDD de l'Afrique» dans le GDF.

Lancement de livres, Présidé par Joe Cobbinah, Président du Comité Scientifique du Congrès (SCC)

Emmanuel Ze Meka a lancé un livre "World Atlas of Mangroves", qui a été publié par Earthscan Ltd et financé par l'OIBT. Il a indiqué que le livre met en exergue l'importance des écosystèmes de mangrove pour la conservation de la biodiversité, pour la lutte contre le changement climatique et la réduction des catastrophes côtières, et fournit des informations pour la conservation des mangroves.

Godwin Kowero, en présentant le livre du "Climate Change and African Forest and Wildlife Resources" publié par l'AFF, a souligné la nécessité des connaissances scientifiques de pointe relatives au changement climatique dans le secteur forestier. Le livre distille le travail de l'AFF sur les questions de changement climatique liées aux forêts, à la flore et à la faune sur le continent. Ce livre vient à point nommé en ce sens qu'il met en évidence à tous les acteurs, et d'une manière systématique, les questions du changement climatique relatives aux secteurs de la foresterie et de la faune africaines, avec la vision d'augmenter la contribution de ces secteurs, à divers niveaux, et de répondre aux aléas climatiques. Le livre décrit aussi les opportunités que le changement climatique apporte aux secteurs.

Table ronde, présidé par Godwin Kowero :

Niels Elers Koch, Président de l'IUFRO, a déclaré que l'IUFRO a mis en œuvre sa stratégie de 2010-2014 en créant six nouveaux groupes de travail pour traiter six domaines transversaux thématiques, à savoir: des forêts pour les peuples humains; des ressources pour l'avenir; des interactions entre les forêts et l'eau; la biodiversité et les services des écosystèmes ; la bioénergie forestière ; et, les forêts et le changement climatique. Il a souligné que, dans son travail, le lien entre l'alimentation, les fibres et le carburant est basé sur les six disciplines.

Robert Nasi, GCRAI, a fait une comparaison entre les paysages agricoles précoloniaux en Afrique, qui étaient basés sur une production diversifiée de cultures avec une faible utilisation de la main d'œuvre, et les systèmes agricoles postcoloniaux, qui sont caractérisés par la monoculture et l'emploi intensif de la main d'œuvre. Il a souligné la nécessité d'une ré-analyse des modèles de gestion durable et a pris l'exemple du bois où 95% de l'arbre est perdu entre la récolte et la production des meubles.

Phosiso Sola, Coordonnatrice Régionale du CIFOR, Afrique orientale et australe, a insisté sur le fait que les forêts doivent être rémunérées pour leur existence à travers une prise en compte de la valeur ajoutée, et a lancé un appel pour des politiques qui promeuvent les petits systèmes de production, la gestion forestière et la production agricole.

Ravi Prabhu, Directeur général adjoint chargé de la recherche, ICRAF, a parlé des projets de l'ICRAF pour le suivi de

l'état nutritionnel des sols en Afrique et l'intégration des systèmes de production alimentaire et de carburant, et a appelé à l'intégration des systèmes d'information et à la résolution des questions foncières.

Paxie Chirwa de l'Université de Pretoria, Afrique du Sud, a souligné la prise en compte des énergies renouvelables par le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), en affirmant que bien que l'on accepte que la bioénergie est importante pour l'Afrique, et au lieu de trouver des solutions, les discussions se sont plutôt concentrées sur les impacts des biocarburants sur l'environnement, la production alimentaire et les économies locales. Il a recommandé l'amélioration des technologies pour une production optimale d'énergie solaire, et précise que l'énergie solaire est une ressource constante en Afrique.

Emmanuel Chidumayo, (AFF) Chargé de programme sénior, a déclaré que les plaintes concernant l'accaparement des terres pour la production des biocarburants par des investisseurs étrangers devraient être traitées en même temps que le rôle joué par les gouvernements dans ces allocations. Il a souligné la nécessité de données concrètes sur les terres pour éclairer les politiques, et a ajouté que l'Afrique, étant vaste et diversifié en cultures, en écosystèmes et en conditions climatiques, elle a besoin d'une diversité de solutions.

Au cours du débat qui a suivi, les participants et les conférenciers ont discuté de la pénurie de terres arables en Afrique, de l'évaluation des écosystèmes forestiers et du PSE, de

l'utilisation extensive de la production de charbon de bois et du problème de la corruption. Par rapport au partage des connaissances, Koch a souligné le rôle des conférences internationales dans l'échange d'information sur les bonnes pratiques et les notes d'orientation, et Prabhu a mentionné les principaux programmes de l'ICRAF pour le lancement des initiatives de vulgarisation. Chipeta a souligné le lien entre la corruption et la rareté réelle des ressources, ainsi que les contrôles impertinents et de la complexité des procédures. Répondant à une question sur la sous-évaluation des forêts, Sola a souligné la nécessité d'avoir des procédures compatibles adéquates sur les ressources naturelles.

Tous les participants en outre ont souligné que : les résidus agricoles pour la production de bioénergie ne doivent pas être considérés comme étant une biomasse disponible, car ils sont valorisés dans les exploitations agricoles comme fourrage et en tant que matière organique pour le recyclage des sols; les produits forestiers ne peuvent fournir des moyens de subsistance valables que si les communautés arrivent à créer de la valeur ajoutée; les marchés finaux des produits forestiers, comme le bois, jouent un rôle dans la corruption et la surexploitation en Afrique; et les questions foncières en Afrique ont besoin d'être résolues, afin de résoudre les problèmes de l'accaparement des terres.

Ce bulletin est un mécanisme de distribution et d'échange d'informations en foresterie. Il est adressé à vous en tant que bénéficiaires du Forum Forestier Africain. Si vous ne souhaitez plus recevoir ce bulletin, prière nous envoyer un message à l'adresse : exec.sec@afforum.org

Si vous souhaitez soumettre un article ou un élément dans ce bulletin, prière écrire à : g.kowero@cgiar.org

Merci,
La rédaction.



Les experts de la journée politique forestière

African Forest Forum
P.O. Box 30677 00100 Nairobi
GPO KENYA
Tel: +254 20 7224203
Fax: +254 20 722 4001
Website: www.afforum.org